

Par arrêté du 7 avril 1961, les administrateurs civils de l'administration centrale (air) du ministère des armées dont les noms suivent sont promus aux classes indiquées ci-après :

*A la classe exceptionnelle.*

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1959.

Mlle Poënces de La Plesse (Simone), administrateur civil de 1<sup>re</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon.

*A la 1<sup>re</sup> classe (1<sup>er</sup> échelon).*

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 1959.

M. Gilles (Bernard), administrateur civil de 2<sup>e</sup> classe, 7<sup>e</sup> échelon.

A compter du 1<sup>er</sup> octobre 1959.

M. Planes (René), administrateur civil de 2<sup>e</sup> classe, 7<sup>e</sup> échelon.

#### Nomination à l'emploi d'assistant des hôpitaux maritimes.

Par décision ministérielle du 23 mars 1961, sont nommés après concours à l'emploi d'assistant des hôpitaux maritimes :

##### A. — Catégorie Médecine.

MM. Mériaux (J.-H.-M.), médecin de 1<sup>re</sup> classe.  
 Arrou-Vignod (J.-L.-M.-C.), médecin de 1<sup>re</sup> classe.  
 Fritz (A.-J.-T.), médecin de 1<sup>re</sup> classe.  
 Hénaff (R.-E.-J.), médecin de 1<sup>re</sup> classe.

##### B. — Catégorie Bactériologie.

M. Catanzano (G.-J.-M.), médecin de 1<sup>re</sup> classe.

##### C. — Catégorie Chirurgie générale.

MM. Maupin (J.-M.-A.), médecin de 1<sup>re</sup> classe.  
 Jéga (A.-P.-M.), médecin de 1<sup>re</sup> classe.

##### D. — Catégorie Electroradiologie.

MM. Geindre (M.-J.-A.), médecin de 1<sup>re</sup> classe.  
 Bobo (G.-E.), médecin de 1<sup>re</sup> classe.

Cette décision prendra effet pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1961.

## MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

### Création de centres publics d'orientation professionnelle.

Par arrêté du 28 décembre 1960, un centre public d'orientation professionnelle est créé à Albertville (Savoie) et à Verdun (Meuse). Le présent arrêté prendra effet à compter du 15 septembre 1960.

**Abrogation des dispositions de l'arrêté du 4 janvier 1954 créant un brevet d'Etat de moniteur de natation sportive et instituant de nouvelles dispositions pour ce brevet.**

Le ministre de l'éducation nationale par intérim,

Vu le décret n° 58-912 du 27 septembre 1958 relatif à l'exercice des attributions concernant la jeunesse et les sports ;

Vu les arrêtés des 16 janvier et 23 novembre 1960 donnant délégation de signature à M. Maurice Herzog, haut-commissaire à la jeunesse et aux sports ;

Vu l'avis des organismes sportifs intéressés,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les dispositions de l'arrêté du 4 janvier 1954 créant un brevet d'Etat de moniteur de natation sportive sont abrogées et remplacées par les suivantes.

Art. 2. — Il est créé un brevet d'Etat de moniteur de natation sportive, délivré par le ministre chargé des sports à la suite d'un examen.

Art. 3. — Les candidats au brevet de moniteur de natation sportive doivent être de nationalité française, âgés de vingt ans au moins au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de l'examen et n'avoir jamais été condamnés soit à une peine d'emprisonnement sans sursis ou à une peine plus grave pour crime ou pour attentat aux mœurs prévus aux articles 330, 331, 332, 333, 334 et 334 bis du code pénal, soit à une peine d'emprisonnement sans sursis supérieure à quinze jours, pour vol, coups et blessures.

A titre exceptionnel, des étrangers, dont les candidatures devront être présentées par les autorités qualifiées de leur pays, pourront être autorisés par le ministre chargé des sports à subir les épreuves du brevet d'Etat de moniteur de natation sportive. En cas de succès, il leur sera délivré le brevet à titre étranger.

Art. 4. — Les candidats au brevet de moniteur de natation sportive doivent adresser au chef du service départemental de la jeunesse et des sports du département où ils résident, au moins un mois avant la date fixée pour l'examen, une demande d'inscription accompagnée des pièces suivantes :

1° Un bulletin n° 3 du casier judiciaire ;

2° Un certificat médical ayant moins de trois mois de date établissant l'aptitude physique à la pratique et à l'enseignement de la natation sportive ;

3° Un certificat d'un médecin oculiste attestant que le candidat présente :

a) Sans verres correcteurs une acuité visuelle de 6/10 pour les deux yeux sans que cette acuité puisse descendre à moins de 1/10 pour un oeil ;

b) Avec verres correcteurs : une acuité visuelle après correction de 15/10 au total pour les deux yeux, par 10-5, 9-6 ou 8-7 ;

4° Les pièces et attestations établissant que le candidat remplit les conditions fixées par les dispositions de l'article 7 ci-dessous.

Art. 5. — Le jury chargé d'examiner les candidats au brevet de moniteur de natation sportive est réuni par le ministre chargé des sports, qui désigne ses membres pour chaque session après consultation de la fédération française de natation.

Le jury comprend obligatoirement :

Le ministre chargé des sports ou son représentant.

Trois représentants du ministre chargé des sports.

Quatre représentants de la fédération française de natation.

Un médecin désigné par le ministre chargé des sports après avis de la fédération française de natation.

Le jury doit comprendre une majorité de techniciens titulaires du brevet de moniteur de natation sportive.

Art. 6. — Les sujets de l'épreuve écrite de l'examen sont choisis par le ministre chargé des sports sur proposition de la fédération française de natation.

Art. 7. — Les candidats au brevet de moniteur de natation sportive doivent être titulaires à la date de l'examen depuis deux ans au moins du diplôme de maître nageur sauveteur ou du diplôme d'éducateur de la fédération française de natation et avoir, pendant la même période précédant l'examen, pratiqué effectivement l'enseignement de la natation sportive.

Art. 8. — L'examen de moniteur de natation sportive comporte les épreuves suivantes :

#### A. — Epreuves pratiques.

1° Démonstration des différents modes de nage sportive : crawl, dos crawlé, brasse, papillon, sans idée de vitesse.

Chaque démonstration, notée sur 20, comprend :

Un départ, un parcours de 50 mètres (en bassin de 25 mètres et de 50 mètres) ou de 66,66 mètres (en bassin de 33,33 mètres) et deux virages.

Le parcours en nage papillon est réduit à 15 ou 20 mètres.

Les coefficients appliqués sont :

Crawl : 3 ; dos crawlé : 1 ; brasse sportive : 1 ; papillon : 1 (coefficient total pour cette épreuve : 6).

2° Parcours chronométré sur 50 mètres nage libre, noté selon le barème annexé au présent arrêté, tenant compte de l'âge et du sexe du candidat (1) (coefficient 1).

3° Démonstrations d'exercices au choix du candidat (option) :

a) *Soit de plongeon* : démonstration de trois plongeurs au tremplin de 1 ou 3 mètres, choisis par le candidat dans trois groupes différents du code international de façon à présenter les trois modes d'exécution : tendu, carpé, groupé. L'un de ces plongeurs est avec élan, les deux autres sans élan ;

b) *Soit de water-polo* : démonstration d'exercices indiqués par le jury parmi les suivants : dribbling, shoot, passes longues ou retournées ;

c) *Soit de natation artistique* : démonstration de trois figures choisies par le candidat dans trois groupes différents du code international.

(Coefficient 2.)

L'option sera mentionnée comme suit sur le diplôme : nages et plongeon, ou nages et water-polo, ou nages et natation artistique.

Le candidat peut présenter une seconde option : les épreuves seront les mêmes que pour la première option. Les notes relatives à cette option facultative entraînent son inscription au diplôme si leur moyenne (démonstration : 2, oral : 1) est supérieure à 10. Elles ne sont pas comptées pour l'obtention du diplôme.

#### B. — Epreuves pédagogiques.

4° Enseignement de la natation sportive :

A. — Conduite d'une leçon collective de perfectionnement ou d'une séance d'entraînement collectif (coefficient 3).

B. — Observation et correction du style de nageurs confirmés (coefficient 2).

## C. — Epreuves écrites.

5° Technique et pédagogie de la natation sportive (coefficient 2).  
6° Notions élémentaires de physiologie appliquée à la natation sportive, notions d'hygiène sportive (coefficient 2).

## D. — Epreuves orales.

- 7° Pédagogie et rôle du moniteur (coefficient 3).  
8° Notions élémentaires de mécanique appliquée à la natation (coefficient 1).  
9° Technique des quatre nages sportives : crawl, dos crawlé, brasse, papillon, avec leurs départs et leurs virages (coefficient 2).  
10° Cette épreuve comportera obligatoirement deux questions :  
L'une sur l'option choisie par le candidat ;  
L'autre sur l'une des deux autres disciplines :  
a) Technique du plongeon : principes et progression de l'apprentissage des plongeurs au tremplin de 1 et 3 mètres, prévus aux épreuves pratiques ;  
b) Technique du water-polo : généralités, entraînement individuel, par groupes et par équipes ;  
c) Technique de la natation artistique.  
(Coefficient 2.)  
11° Organisation des réunions sportives (coefficient 2).  
12° Organisation, administration de la natation, histoire de la natation française et internationale (coefficient 1).

Chaque épreuve est notée sur 20. Toute note inférieure ou égale à 6 peut être rendue éliminatoire sur décision du jury. De plus, le candidat doit obtenir pour l'ensemble des épreuves une note moyenne égale ou supérieure à 10.

Art. 9. — Les candidats ayant satisfait aux conditions de l'examen créé par le présent arrêté reçoivent un diplôme signé par le ministre chargé des sports ou son représentant et par le président de la fédération française de natation ou son représentant.

Art. 10. — Le programme des matières sur lesquelles porte l'examen est annexé au présent arrêté (1).

Art. 11. — Le sous-directeur de l'éducation physique, des sports et du plein air est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 15 février 1961.

Pour le ministre de l'éducation nationale  
par intérim et par délégation :

Le haut-commissaire à la jeunesse et aux sports,  
MAURICE HERZOG.

(1) Le barème et le programme des matières seront publiés au *Bulletin officiel* du ministère de l'éducation nationale.

## Organisation des examens de ski.

Par arrêté en date du 20 février 1961, l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 10 de l'arrêté du 7 janvier 1952 fixant les épreuves de différents examens, les matières au programme et la composition des jurys est modifiée comme suit :

« L'examen de révision quinquennal prévu à l'article 16 du décret du 26 septembre 1951 comporte exclusivement les épreuves techniques suivantes :

- « Christiania aval (coefficient 2).
- « Descente libre (coefficient 2).
- « Evolution sur tous terrains et toutes neiges (coefficient 3).

« Pour être admis les candidats doivent avoir obtenu un total minimum de 70 points, sans note inférieure à 5 sur 20. »

(Le reste de l'article sans changement.)

## Extension de l'obligation du contrôle médical sportif.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'ordonnance du 28 août 1945 relative à l'activité des associations, ligues, fédérations et groupements sportifs ;

Vu l'arrêté du 22 février 1946 sur l'obligation du contrôle médical des activités physiques et sportives et du certificat médical d'aptitude aux sports ;

Vu l'arrêté du 11 août 1949 relatif à l'obligation du certificat médical d'aptitude aux sports et à l'obligation du contrôle médical des marathoniens, quel que soit leur âge ;

Vu le décret n° 53-240 du 24 mars 1953 portant organisation du contrôle médical dans les groupements sportifs et de jeunesse ;

Vu l'arrêté du 10 mai 1955 portant organisation du contrôle médical des boxeurs ;

Vu le décret n° 58-912 du 27 septembre 1958 relatif à l'exercice des attributions concernant la jeunesse et les sports ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale en date du 22 février 1961 portant délégation de signature au haut-commissaire à la jeunesse et aux sports,

## Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Un certificat médical d'aptitude est obligatoire pour les arbitres titulaires relevant des disciplines sportives suivantes : basket-ball, football, hockey (gazon, glace), jeu à XIII et rugby. L'examen médical nécessaire devra être pratiqué ou renouvelé, chaque année, dans les trente jours précédant la prise ou la reprise officielle de fonctions.

Art. 2. — Un certificat médical d'aptitude aux sports est obligatoire pour tout sportif âgé de plus de trente-cinq ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours, en vue de l'obtention de la licence fédérale, pour pratiquer l'un des sports suivants en compétition : athlétisme, aviron, base-ball, basket-ball, boxe, canoë, cyclisme, escrime, football, gymnastique, haltérophilie, hand-ball, hockey, judo, jeu à XIII, lutte, marche, natation, pelote basque, roller-skating, rugby, ski, sports mécaniques, tennis et volley-ball. Les conditions d'obtention de ce certificat médical d'aptitude aux sports sont les mêmes que celles définies par le décret du 24 mars 1953, complétées par les arrêtés du 24 juillet 1958 et du 4 février 1959.

Art. 3. — L'inspecteur général, chef des services médicaux, est chargé de l'application du présent arrêté.

Fait à Paris, le 28 mars 1961.

Pour le ministre de l'éducation nationale  
et par délégation :

Le haut-commissaire à la jeunesse et aux sports,  
MAURICE HERZOG.

## Double surclassement.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'ordonnance du 18 août 1945 relative à l'activité des associations, ligues, fédérations et groupements sportifs ;

Vu l'arrêté du 22 février 1946 sur l'obligation du contrôle médical des activités physiques et sportives et du certificat médical d'aptitude aux sports ;

Vu l'arrêté du 11 août 1949 relatif à l'obligation du certificat d'aptitude aux sports et à l'obligation du contrôle médical des marathoniens, quel que soit leur âge ;

Vu le décret n° 53-240 du 24 mars 1953 portant organisation du contrôle médical dans les groupements sportifs et de jeunesse ;

Vu le décret n° 58-912 du 27 septembre 1958 relatif à l'exercice des attributions concernant la jeunesse et les sports ;

Vu l'arrêté du ministre de l'éducation nationale en date du 22 février 1961 portant délégation de signature au haut-commissaire à la jeunesse et aux sports,

## Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Le bénéfice du double surclassement prévu à l'intention des cadets par l'arrêté du 1<sup>er</sup> juin 1955 est étendu aux cadettes. Cette mesure peut être prise, dans les deux cas, en vue des compétitions officielles départementales, régionales, nationales et internationales.

Art. 2. — Le double surclassement est interdit aux cadets et aux cadettes de 1<sup>re</sup> année (jeunes sportifs âgés de plus de quinze ans et de moins de seize ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours ; jeunes sportives âgées de plus de quatorze ans et de moins de quinze ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année en cours), sauf dérogation exceptionnelle qui ne pourra être accordée que par le haut-commissaire à la jeunesse et aux sports, sur proposition de la commission médicale nationale de la fédération intéressée.

Art. 3. — Le délai de validité du certificat médical dit « de double surclassement » prévu à l'article 3 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> juin 1955 est porté de quatre-vingt-dix à cent vingt jours.

Art. 4. — L'inspecteur général, chef des services médicaux, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 28 mars 1961.

Pour le ministre de l'éducation nationale  
et par délégation :

Le haut-commissaire à la jeunesse et aux sports,  
MAURICE HERZOG.

MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS  
ET DES TRANSPORTS

Décret du 10 avril 1961 portant réservation des terrains nécessaires à l'aménagement de la route nationale n° 19 sur le territoire des communes de Roye et la Côte (Haute-Saône).

Par décret en date du 10 avril 1961, sont réservés pour cause d'utilité publique, en application du décret n° 58-1316 du 23 décembre 1958, et notamment des articles 2 et 3, les terrains nécessaires à l'aménagement de la route nationale n° 19 sur le territoire des communes de Roye et la Côte, conformément aux dispositions du plan annexé au présent décret.